



Rapport 2022-DSAS-57

23 août 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2021-GC-165 Rose-Marie Rodriguez/David Bonny – «Une banque alimentaire à créer!»

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport faisant suite directe au postulat 2021-GC-165 Rose-Marie Rodriguez et David Bonny, transmis au Conseil d'Etat le 3 novembre 2021, relatif à la création d'une banque alimentaire.

1. Introduction

Par postulat déposé et développé le 3 novembre 2021, les député-e-s Rose-Marie Rodriguez et David Bonny souhaitent que le Conseil d'Etat s'engage et soutienne financièrement la création d'une banque alimentaire dans le canton de Fribourg. Au-delà des distributions de denrées de première nécessité, cette banque alimentaire aurait pour objectif de venir en soutien aux associations, qui sont déjà en lien avec les publics précarisés, en les aidant dans la phase de récolte des denrées alimentaires. Selon les député-e-s, une telle banque alimentaire pourrait également offrir une réponse au gaspillage de nourriture et se positionner comme un lieu de partage et de réinsertion professionnelle. Cela permettrait d'aider de manière digne et pérenne les personnes en situation de précarité alimentaire.

Afin d'atteindre ce but, les député-e-s demandent au Conseil d'Etat d'examiner l'idée de la création d'une banque alimentaire fribourgeoise.

2. Une banque alimentaire d'ores et déjà développée par le *Collectif dignité Fribourg*

Dans le contexte de la crise du Covid-19, des organisations fribourgeoises actives dans le domaine social se sont regroupées sous l'appellation *Collectif dignité Fribourg*. Au sein du Collectif, plusieurs groupes de travail ont été constitués afin de développer des idées et des projets. La banque alimentaire fribourgeoise est l'un des premiers chantiers auquel se sont attelées certaines associations réunies en sous-groupe. A noter que la Direction de la santé et des affaires sociales a été informée en continu de l'avancement de ce projet.

En 2021, la concrétisation du projet a commencé par l'engagement d'un coordinateur et d'une coordinatrice. En septembre, l'association «Banque Alimentaire Fribourgeoise» a été créée. Elle poursuit trois objectifs principaux, qui s'ins-

crivent tous dans une logique de durabilité, c'est-à-dire la satisfaction des besoins essentiels de chacun-e dans le respect des limites écologiques planétaires:

- > Lutter contre le gaspillage alimentaire;
- > Offrir des possibilités de réinsertion professionnelle;
- > Prévenir et lutter contre la pauvreté par la promotion du droit à l'alimentation et l'accès à des biens de première nécessité.

Ces objectifs sont détaillés dans les chapitres suivants.

L'association table sur une mise en œuvre de la Banque Alimentaire Fribourgeoise en deux temps. Lors du premier semestre 2022, les bases seront consolidées (financement, fonctionnement, logistique, collaborations, identité visuelle, etc.). Ensuite, la mise en place de la structure (locaux, aménagements, achat de matériel pour la manutention et le transport, etc.) sera entreprise. La mise en fonction proprement dite est prévue pour le 1^{er} janvier 2023.

2.1. Lutter contre le gaspillage alimentaire

L'un des objectifs de la Banque alimentaire fribourgeoise est de lutter contre le gaspillage alimentaire. Une fois en fonction, elle pourra constituer pour les paysans et paysannes fribourgeois un nouveau canal d'écoulement des invendus ou des produits non calibrés pour les grandes surfaces. La Chambre d'agriculture fribourgeoise fait d'ores et déjà partie du comité de la Banque alimentaire. A titre de comparaison, en 2020, la Centrale Alimentaire de la région lausannoise (CA-RL) a permis la redistribution de 151 tonnes de fruits et légumes frais.¹

Le gaspillage alimentaire est un des thèmes qui est pris en considération dans le cadre de la révision en cours du plan cantonal de gestion des déchets. La banque alimentaire est pleinement en phase avec les objectifs généraux de ce plan et mérite ainsi d'être soutenue aussi à ce titre par le canton.

Ce thème du gaspillage alimentaire est également abordé au travers d'une mesure d'un Plan Climat cantonal (PCC,

¹ CA-RL, *Centrale Alimentaire région lausannoise, Rapport annuel 2020*, p. 9. Site Internet de la CA-RL: <http://www.carl-lausanne.ch/presentation/rapports-annuels>, consulté le 11.05.22.

mesure A.2.4). Le projet de Banque alimentaire fribourgeoise étant en conformité avec la mesure précitée, un soutien financier est octroyé au travers du PCC (voir tableau au point 3).

Avec cet objectif, la Banque alimentaire fribourgeoise s'aligne avec le *Plan d'action contre le gaspillage alimentaire*¹ adopté par le Conseil fédéral en avril 2022. Parmi les quatorze mesures proposées dans la première phase de ce plan figure l'augmentation des dons alimentaires invendus à des organisations d'utilité publique.

2.2. Offrir des possibilités de réinsertion professionnelle

La Banque alimentaire souhaite offrir des possibilités de réinsertion professionnelle notamment dans le domaine administratif, la logistique ou encore le transport.

Des contacts ont été établis avec le Service public de l'emploi (SPE), lequel pourra collaborer à l'atteinte des objectifs de la Banque alimentaire par la mise sur pied d'un programme d'emploi temporaire pour autant que le cahier des charges soit compatible avec les critères prévus par la loi sur l'assurance-chômage (LACI).

En parallèle, l'association pourrait également proposer des missions à des bénévoles ou à des civilistes.

2.3. Prévenir et lutter contre la pauvreté par la promotion du droit à l'alimentation et l'accès à des biens de première nécessité

La Banque alimentaire travaillera comme une plateforme de redistribution de biens de première nécessité (alimentaires ou non) au profit des organisations actives auprès des personnes les plus vulnérables de notre canton. Il s'agit tant des lieux d'accueil, telles que la Tuile, Banc public, le Tremplin, que des organisations de redistribution de denrées de base comme les Cartons du Cœur ou les Saint-Bernard du Cœur. Plutôt que de composer des repas ou des sacs en fonction de la marchandise qui leur est donnée, comme aujourd'hui, ces organisations pourront à l'avenir passer commande des produits et aliments dont elles ont besoin auprès de la Banque alimentaire. Une telle plateforme aura notamment pour avantage d'offrir un choix plus large, une meilleure répartition des stocks, un meilleur suivi de la qualité de la nourriture (préservation des aliments) ainsi qu'une gestion professionnelle des stocks.

3. Financements publics

La crise sanitaire a mis en lumière la précarité dans laquelle se trouvent certains ménages, qui peuvent très rapidement se retrouver en grande difficulté. Il est important pour le Conseil d'Etat d'en tirer des enseignements et de mettre en place des structures adéquates à l'avenir. C'est pourquoi, dans une optique de développement durable, plusieurs Directions (DSAS, DIAF, DIME, DEEF) ainsi que le Service de l'aide sociale de la Ville de Fribourg ont participé à des séances d'échanges avec les responsables du projet de la Banque alimentaire. Les objectifs poursuivis par la Banque alimentaire ont été validés et se recoupent avec les politiques publiques mises en place par les Services et Directions concernés.

A la suite de ces discussions, les montants suivants ont été attribués à l'association Banque Alimentaire Fribourgeoise par l'Etat de Fribourg pour 2022:

- > 50 000 francs de la Direction de la santé et des affaires sociales;
- > 8 500 francs de la Stratégie développement durable.

La Commission cantonale de répartition des bénéfices de la Loterie Romande pour la culture et le social a également décidé d'octroyer à la Banque alimentaire fribourgeoise une contribution de:

- > 170 000 francs.

Par ailleurs, en date du 5 avril 2022, le Conseil communal de la Ville de Fribourg a accepté de verser une subvention de:

- > 10 000 francs.

Un financement est prévu via différents canaux au sein de l'Etat, pour 2023 à 2026, afin de contribuer au budget de fonctionnement de la Banque alimentaire fribourgeoise. Sous réserve des décisions finales relatives au budget 2023 et au plan financier de législation, les montants sont les suivants:

¹ Conseil fédéral, *Plan d'action contre le gaspillage alimentaire, Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 18.3829 Chevalley du 25 septembre 2018*, Berne, 6 avril 2022, [Plan d'action contre le gaspillage alimentaire \(admin.ch\)](#), consulté le 11.05.22.

	2023	2024	2025	2026
Selon proposition de la DSAS pour le plan financier	100 000 francs	100 000 francs	100 000 francs	100 000 francs
Stratégie développement durable (ODD 1 – prévenir la pauvreté et lutter contre celle-ci)	20 000 francs	20 000 francs	20 000 francs	
Plan climat (mesure A2.4)	15 000 francs	10 000 francs	5 000 francs	
Total	135 000 francs	130 000 francs	125 000 francs	100 000 francs

Un comité de pilotage composé notamment de représentants et représentantes du Service de l'action sociale, du Service de la santé publique, du Développement durable, du Service de l'environnement, du Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, du Secrétariat général de la DIAF, du Service public de l'emploi, ainsi que de la Ville de Fribourg sera mis sur pied afin de suivre le développement de ce projet et d'évaluer les possibilités d'un financement pérenne.

4. Conclusion

Tout d'abord, la crise sanitaire a montré la fragilité de certains ménages qui peuvent basculer très rapidement dans la pauvreté et dont l'accès aux biens de première nécessité peut être mis à mal. Ensuite, en matière de prévention et de lutte contre la pauvreté, les mesures de réinsertion professionnelle sont primordiales. Enfin, les paysans et les paysannes de notre canton éprouvent parfois des difficultés à écouler leurs stocks de produits frais. Ces trois défis correspondent aux objectifs que s'est fixés la Banque alimentaire fribourgeoise ainsi qu'à différentes politiques poursuivies par le Conseil fédéral respectivement le canton de Fribourg. Dans ce contexte, le Conseil d'Etat a décidé de soutenir le démarrage du projet et de suivre son développement afin d'examiner la possibilité d'un financement pérenne.

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.



Bericht 2022-DSAS-57

23. August 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2021-GC-165 Rose-Marie Rodriguez/David Bonny – «Schaffen einer Lebensmittelbank!»

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Bericht als direkte Folge zum Postulat 2021-GC-165 von Rose-Marie Rodriguez und David Bonny über die Schaffung einer Freiburger Lebensmittelbank, das am 3. November 2021 an den Staatsrat überwiesen wurde.

1. Einleitung

Mit einem am 3. November 2021 eingereichten und begründeten Postulat fordern Grossrätin Rose-Marie Rodriguez und Grossrat David Bonny, dass sich der Staatsrat für die Schaffung einer Lebensmittelbank im Kanton Freiburg einsetzt und sie finanziell unterstützt. Abgesehen vom Verteilen von Grundnahrungsmitteln würde das Ziel dieser Lebensmittelbank darin bestehen, Vereine und Verbände zu unterstützen, die bereits Kontakt zu armutsbetroffenen Bevölkerungsgruppen haben, indem diese beim Sammeln von Lebensmitteln unterstützt werden. Laut der Grossrätin und dem Grossrat könnte eine solche Lebensmitteldatenbank zudem eine Lösung für *Food Waste* bieten und sich als Ort des Austauschs und der beruflichen Wiedereingliederung positionieren. Dies würde ermöglichen, Menschen mit Problemen bei der Lebensmittelbeschaffung respektvoll und langfristig zu helfen.

Die Grossrätin und der Grossrat beantragen dem Staatsrat, die Idee der Schaffung einer Freiburger Lebensmittelbank zu prüfen, um dieses Ziel zu erreichen.

2. Lebensmittelbank heute schon vom **Kollektiv MenschenWürde Freiburg** umgesetzt

In Zusammenhang mit der Coronakrise haben sich sozial tätige Freiburger Organisationen unter der Bezeichnung *Kollektiv MenschenWürde Freiburg* zusammengeschlossen. Innerhalb des Kollektivs wurden mehrere Arbeitsgruppen gebildet, um Ideen und Projekte zu entwickeln. Die Freiburger Lebensmittelbank ist eine der ersten Baustellen, die einige in einer Untergruppe zusammengeschlossenen Vereine in Angriff genommen haben. Hier ist zu erwähnen, dass die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) laufend über den Fortschritt dieses Projekts informiert wurde.

2021 startete die konkrete Umsetzung des Projekts mit der Anstellung einer Koordinatorin und eines Koordinators. Im September wurde der Verein «Freiburger Lebensmittelbank» gegründet. Er verfolgt drei Hauptziele, die allesamt auf die Nachhaltigkeit ausgerichtet sind, soll heissen: auf die Befriedigung der Grundbedürfnisse jeder und jedes Einzelnen, unter Beachtung der planetaren ökologischen Grenzen:

- > Lebensmittelverschwendung bekämpfen;
- > berufliche Wiedereingliederungsmöglichkeiten bieten;
- > Armut verhindern und bekämpfen durch Förderung des Rechts auf Nahrung und des Zugang zu lebensnotwendigen Gütern.

Diese Ziele werden in den folgenden Kapiteln näher erläutert.

Der Verein setzt auf eine Umsetzung der Freiburger Lebensmittelbank in zwei Schritten: In der ersten Hälfte des Jahres 2022 werden die Grundlagen konsolidiert (Finanzierung, Betrieb, Logistik, Kooperationen, *Corporate Design* usw.). Danach startet der Aufbau der Struktur (Räumlichkeiten, Einrichtung, Kauf von Material für die Handhabung und den Transport usw.). Die eigentliche Inbetriebnahme ist für den 1. Januar 2023 geplant.

2.1. Lebensmittelverschwendung bekämpfen

Eines der Ziele der Freiburger Lebensmittelbank ist es, die Lebensmittelverschwendung zu bekämpfen. Sobald sie in Betrieb ist, kann sie für die Freiburger Landwirtinnen und Landwirte einen neuen Absatzkanal darstellen für unverkaufte Lebensmittel oder solche, die in den Supermärkten nicht angeboten werden können, da ungenormt. Die Freiburgische Landwirtschaftskammer ist bereits Mitglied des Komitees der Lebensmittelbank. Zum Vergleich: Im Jahr 2020 ermöglichte die *Centrale Alimentaire de la région lausannoise* (CA-RL) die Umverteilung von 151 Tonnen frischem Obst und Gemüse.¹

¹ CA-RL, *Centrale Alimentaire région lausannoise, Rapport annuel 2020*, S. 9. CA-RL-Website: <http://www.carl-lausanne.ch/presentation/rapports-annuels>, abgerufen am 11.05.22.

Lebensmittelverschwendung ist eines der Themen, die im Rahmen der laufenden Überarbeitung der kantonalen Abfallplanung berücksichtigt werden. Die Lebensmittelbank entspricht voll und ganz den allgemeinen Zielen dieses Plans und verdient es daher, auch in dieser Hinsicht vom Kanton unterstützt zu werden.

Das Thema der Lebensmittelverschwendung wird auch durch eine Massnahme des kantonalen Klimaplanes (KKP, Massnahme A.2.4) aufgegriffen. Da das Projekt der Freiburger Lebensmittelbank mit der oben genannten Massnahme übereinstimmt, wird eine finanzielle Unterstützung über den KPP gewährt (s. Tabelle, Punkt 3.).

Mit diesem Ziel richtet sich die Freiburger Lebensmittelbank nach dem *Aktionsplan gegen die Lebensmittelverschwendung*¹, der im April 2022 vom Bundesrat verabschiedet wurde. Für die erste Phase dieses Plans werden insgesamt 14 Massnahmen vorgeschlagen, darunter vermehrte Spenden von unverkauften Lebensmitteln an gemeinnützige Organisationen.

2.2. Berufliche Wiedereingliederungsmöglichkeiten bieten

Die Lebensmittelbank möchte Möglichkeiten zur beruflichen Wiedereingliederung bieten, insbesondere im Verwaltungsbereich, in der Logistik oder auch im Transportwesen.

Es wurden Kontakte mit dem Amt für den Arbeitsmarkt (AMA) geknüpft, das durch ein Programm zur vorübergehenden Beschäftigung zur Erreichung der Ziele der Lebensmittelbank beitragen kann, sofern das Pflichtenheft mit den Kriterien des Arbeitslosenversicherungsgesetzes (AVIG) vereinbar ist.

Parallel dazu könnte der Verein auch Freiwilligen oder Zivildienstleistenden Aufträge anbieten.

2.3. Armut verhindern und bekämpfen durch Förderung des Rechts auf Nahrung und des Zugang zu lebensnotwendigen Gütern

Die Lebensmittelbank wird als Plattform für die Umverteilung von Gütern des täglichen Bedarfs (Lebensmittel und andere) zugunsten von Organisationen arbeiten, die für die Schwächsten in unserem Kanton tätig sind. Dazu gehören sowohl Anlaufstellen wie *La Tuile*, *Banc Public* und *Le Tremplin* als auch Organisationen, die Grundnahrungsmittel verteilen, wie *Les Cartons du Coeur* oder *Les Saint Bernard du Coeur*. Anstatt wie bisher Mahlzeiten oder Säcke entspre-

chend den gespendeten Waren zusammenzustellen, können diese Organisationen künftig die benötigten Produkte und Lebensmittel bei der Lebensmittelbank bestellen. Eine solche Plattform wird namentlich den Vorteil haben, dass sie eine grössere Auswahl, eine bessere Verteilung der Bestände, eine bessere Überwachung der Lebensmittelqualität (Konservierung der Lebensmittel) sowie eine professionelle Verwaltung der Bestände bietet.

3. Öffentliche Finanzierung

Die Gesundheitskrise hat die prekäre Lage deutlich gemacht, in der sich manche Haushalte befinden, die sehr schnell in grosse Schwierigkeiten geraten können. Für den Staatsrat ist es wichtig, die Lehren daraus zu ziehen und geeignete Strukturen für die Zukunft umzusetzen. Deshalb haben sich mehrere Direktionen (GSD, ILFD, RIMU, VWBD) sowie der Sozialdienst der Stadt Freiburg im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung an Austauschungen mit den Projektleitenden der Lebensmittelbank beteiligt. Die Ziele, welche die Lebensmittelbank verfolgt, wurden validiert; sie überschneiden sich mit der öffentlichen Politik, die von den zuständigen Dienststellen bzw. Ämtern und Direktionen umgesetzt wird.

Im Anschluss an diese Sitzungen wurden dem Verein Freiburger Lebensmittelbank vom Staat Freiburg für das Jahr 2022 folgende Beträge zugesprochen:

- > 50 000 Franken von der GSD;
- > 8500 Franken aus der Strategie Nachhaltige Entwicklung.

Die Kantonale Kommission für die Verteilung des Anteils des Kantons Freiburg am Gewinn der *Loterie Romande* für kulturelle und soziale Zwecke hat ebenfalls beschlossen, der Freiburger Lebensmittelbank einen Beitrag von

- > 170 000 Franken zu gewähren.

Des Weiteren hat der Gemeinderat der Stadt Freiburg am 5. April 2022 zugestimmt, einen Zuschuss von

- > 10 000 Franken zu sprechen.

Für die Jahre 2023 bis 2026 ist eine Finanzierung über verschiedene Kanäle innerhalb des Staates vorgesehen, um zum Betriebsbudget der Freiburger Lebensmittelbank beizutragen. Vorbehaltlich der endgültigen Beschlüsse zum Voranschlag 2023 und Legislaturfinanzplan handelt es sich um die folgenden Beiträge

¹ Bundesrat, *Aktionsplan gegen die Lebensmittelverschwendung, Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulates 18.3829 Chevalley vom 25. September 2018*, Bern, 6. April 2022, [Aktionsplan gegen die Lebensmittelverschwendung \(admin.ch\)](#), abgerufen am 11.05.22.

	2023	2024	2025	2026
Gemäss Vorschlag der GSD für den Finanzplan	100 000 Franken	100 000 Franken	100 000 Franken	100 000 Franken
Strategie Nachhaltige Entwicklung (SDG 1 – Verhinderung und Bekämpfung von Armut)	20 000 Franken	20 000 Franken	20 000 Franken	
Klimaplan (Massnahme A2.4)	15 000 Franken	10 000 Franken	5000 Franken	
Total	135 000 Franken	130 000 Franken	125 000 Franken	100 000 Franken

Ein Steuerungsausschuss, der sich insbesondere aus Vertreterinnen und Vertretern des Kantonalen Sozialamts, des Amts für Gesundheit, der Nachhaltigen Entwicklung, des Amts für Umwelt, des Amts für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen, des Generalsekretariats der ILFD, des AMA sowie der Stadt Freiburg zusammensetzt, wird eingesetzt, um die Entwicklung dieses Projekts zu verfolgen und die Möglichkeiten einer dauerhaften Finanzierung zu evaluieren.

4. Schluss

Erstens hat die Gesundheitskrise die Verletzlichkeit bestimmter Haushalte aufgezeigt; diese können sehr schnell in die Armut abrutschen und ihr Zugang zu lebensnotwendigen Gütern kann gefährdet sein. Zweitens sind die Massnahmen der beruflichen Wiedereingliederung für die Prävention und die Bekämpfung der Armut grundlegend. Drittens haben die Landwirtinnen und Landwirte unseres Kantons manchmal Schwierigkeiten, ihre Frischproduktelager abzusetzen. Diese drei Herausforderungen entsprechen den Zielen, die sich die Freiburger Lebensmittelbank gesetzt hat, wie auch den verschiedenen Strategien des Bundesrats beziehungsweise des Kantons Freiburg. Vor diesem Hintergrund hat der Staatsrat entschieden, den Start des Projekts zu unterstützen und seine Weiterentwicklung zu verfolgen, um die Möglichkeit einer langfristigen Finanzierung zu prüfen.

Abschliessend lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.